

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 08/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV METAUX NON-FERREUX

ZI Le Grand Chemin
50540 Isigny-Le-Buat

Références : 2025-428
Code AIOT : 0005301536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2025 dans l'établissement SUEZ RV METAUX NON-FERREUX implanté LE GRAND CHEMIN 50540 ISIGNY-LE-BUAT. L'inspection a été annoncée le 30/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est une visite réactive (ou visite "à chaud") qui a pour objectif de vérifier le bon déroulement des suites de l'incendie ayant eu lieu 3 jours plus tôt le 29 juillet 2025. Lors de la visite, l'incendie est éteint.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV METAUX NON-FERREUX
- LE GRAND CHEMIN 50540 ISIGNY-LE-BUAT

- Code AIOT : 0005301536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez RV Métaux Non Ferreux, ayant fait droit aux sociétés historiques Pinel et Sirec, est autorisée à exploiter à Isigny le Buat une installation de regroupement, tri et traitement de déchets non dangereux de métaux ferreux et non ferreux, papiers/cartons, DEEE et autres déchets par arrêté préfectoral du 13 novembre 2003 modifié.

Ce site industriel étendu (plus de 11,7 hectares) est scindé en deux parties : la zone nord, dédiée aux métaux principalement non ferreux (câbles, aluminium, cuivre, etc.) et la zone sud, dédiée aux déchets de papiers, cartons, bois, pneumatiques, plastiques et aux métaux ferreux. L'exploitant ICPE Suez RV Métaux Non Ferreux sous-traite intégralement les activités exercées sur la zone sud à une autre filiale du groupe Suez, la société Suez RV Normandie.

Administrativement, le site relève du régime de l'autorisation environnementale et de la directive européenne du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le bâtiment où étaient remisés les métaux non ferreux est hors d'usage en raison de l'incendie, un risque de chute de tôles de toiture existe même si les pompiers ont sécurisé au mieux le bâtiment. C'est pourquoi le bâtiment est strictement interdit d'accès aux agents.

L'exploitant est en train de s'organiser pour stocker ces déchets non ferreux ailleurs sur son site. Il lui est demandé de transmettre un dossier de porter à connaissance localisant les stockages durant cette période de fonctionnement dégradé et présentant une étude des flux thermiques justifiant de l'absence de problématique en matière de propagation d'incendie lié à ce stockage temporaire (c'est à dire le temps que le bâtiment détruit soit remis en état).

Ce document doit être transmis dans les meilleurs délais et sous 2 mois au maximum.

Par ailleurs, l'inspection note que le démarrage prévu de la nouvelle activité de désassemblage de batteries électriques est décalé en raison de l'incident. L'exploitant doit prévenir l'inspection de la date de commencement de cette nouvelle activité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.8.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information faite à l'administration	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.2.5	Sans objet
2	Pollution	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.3.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion rigoureuse du site (fonctionnement des moyens de prévention, des dispositifs de gestion, pratique régulière d'exercices) et la grande réactivité des agents ont permis à l'exploitant de gérer de manière satisfaisante cet incident avec l'appui des professionnels du SDIS.

Pour autant, la survenue d'un incident est toujours riche d'enseignements. L'inspection demande à l'exploitant de rédiger un plan d'action (découlant notamment de l'arbre des causes) suite à cet incident visant à améliorer la gestion du risque sur son installation (meilleure gestion des stocks anciens, localisation des dispositifs de défense, équipement adapté pour les agents formés à intervenir, réflexion concernant la présence de plaque translucide en matériaux "gouttant" sur certaines toitures de bâtiments au dessus des stockages etc...). Ce sujet du retour d'expérience fera l'objet d'échanges "à froid" avec l'inspection des installations classées d'ici la fin de l'année 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information faite à l'administration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées.
Constats : La DREAL a été prévenue en premier lieu via l'astreinte DREAL contactée à 9h42 par le SDIS 50. L'unité bi-départementale Calvados Manche a rapidement rappelé l'exploitant alors qu'il faisait

un point de situation avec les pompiers et la maire de la commune.

L'exploitant a transmis à l'inspectrice le jour de la visite une version projet de la fiche d'incident indiquant la suites des événements suivant:

"9H29 : Départ de feu dans un bac contenant des tournures Alu zicral à la suite d'une opération de manutention de la matière avec le grappin de la pelle

9H30 : Intervention de trois personnes du site (1 personne avec un extincteur et les deux autres aidaient le conducteur de la pelle à sortir du bâtiment)

9H34 = Appel pompiers +fermeture vanne bassin

9H35 : Arrosage zone avec 1 RIA et 1 lance incendie par personnel site

10H00 : Arrivée pompiers

10H15 : Mise en place de 2 lances incendie par les pompiers + demande de sable sec

10H30 : Arrivée sable sur site mais + de 5% d'humidité donc non utilisable

10H45 : Approvisionnement de ciment à la demande des pompiers - ciment présent sur site car société de TP sur site pour travaux

12H30 : Nouvel approvisionnement ciment de chez prestataire local

12H45 : Feu bâtiment maîtrisé selon pompiers

de 12H45 à 16H30 : sortie des matières du bâtiment par conducteur engin site dirigé par les pompiers et aspersion de mousse sur les métaux

16H30 : Départ pompiers"

L'exploitant a également fourni une version de travail de l'arbre des causes ayant conduit à l'inflammation d'un nuage ATEX.

En résumé, lors d'une opération de manutention le choc de doigt de grappin dans la paroi du bac a créé une étincelle. Or le déchets manipulé était un lot historique de tournures d'aluminium zicral, lot stocké depuis 5 ans, dans une atmosphère assez humide et dont l'huile de coupe avait vieilli. Il semble que ces conditions aient entraîné la production d'un nuage d'hydrogène concentré au dessus du bac qui s'est enflammé au moment de la création de l'étincelle. Après l'explosion, il semble que la fonte des plaques translucides de la toiture ait contribué à la propagation de l'incendie dans le bâtiment. Une fumée noir a été dégagée au moment de cette combustion, puis il semble que la fumée dégagée soit restée blanche ensuite.

L'incendie ne s'est pas propagé à l'extérieur du bâtiment.

D'après les éléments portés à la connaissance de la DREAL par l'exploitant et le SDIS, le bâtiment ne comporte ni peinture au plomb, ni amiante. Les mesures des rejets atmosphériques réalisées par les pompiers ont donné des valeurs toxicologiques non significatives.

L'exploitant a fourni à l'inspection le registre de suivi des températures fait par caméra thermique portative entre le 29 et le 31 juillet (dernier relevé fait à 4h27 le 31 juillet). Ces relevés ont d'abord été faits toutes les heures, puis toutes les 3 puis 4 heures à partir du 30 juillet matin.

L'exploitant a engagé une réflexion pour assurer une meilleure gestion de ce type d'incident dont il a présenté certains axes lors de l'inspection.

Sur le plan humain, aucun blessé grave n'est à déplorer, toutefois il est à noter l'impact psychologique sur les agents. Ce rapport d'inspection sera transmis pour information à l'inspection du travail.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir la version finalisée de la fiche d'incident sous 7 jours et la version finalisée de l'arbre des causes et un plan d'actions découlant de ce retour d'expérience sous 1 mois. L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer à sa réflexion la pertinence d'éloigner du bâtiment (ou d'améliorer la sécurisation) le stockage des plastiques (actuellement stockés à l'extérieur à proximité du bâtiment) afin d'assurer l'absence de propagation d'un éventuel nouvel incendie sur ce tas de déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Pollution

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.3.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accident</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les mesures effectuées par le SDIS tendent à montrer l'absence d'émission de gaz toxique en dehors du périmètre du site. Toutefois, au regard du panache de fumées émis (en particulier en début d'incendie) il convient de s'assurer que les retombées de fumées ne représentent pas de danger au regard des usages au sols. L'inspection a demandé à l'exploitant d'effectuer des mesures par prélèvement de sol dans les champs situés à l'est et au nord-est du site (conformément à l'axe préférentiel des potentielles retombées de fumées déterminé par le SDIS). L'exploitant a indiqué que le bureau d'étude a effectué les prélèvements le 7 aout.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir le rapport d'analyse des prélèvements dans les meilleurs délais et au plus tard sous 1 mois.</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le rapport final du SDIS sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Eaux d'extinction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.8.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, confinement</p>

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont dirigées gravitairement vers le bassin de tamponnement, puis le bassin communal.

La vanne de rejet entre le bassin de tamponnement et le réseau fossé communal / bassin communal est fermée dès détection du sinistre. Elle n'est rouverte qu'une fois que la vanne by-pass est basculée dans la position permettant d'orienter les eaux dans le bassin communal, et non plus dans le fossé. Une procédure interne est élaborée afin d'encadrer ces actions d'urgence, en complément de la procédure relative à l'actionnement du vannage du bassin communal. Cette procédure interne est tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux ainsi collectées dans le bassin communal voire dans le bassin interne de tamponnement ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, faute de quoi les eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

L'exploitant a actionné la vanne pour garantir le confinement des eaux d'extinction avec réactivité. Les eaux collectées représentent un volume de 5 m³ et ont été pompées par Alzeo et évacuées. A ce jour, les résultats d'analyse de ces eaux n'ont pas été transmis.

Les déchets de métaux (aluminium, cuivre, étain en majorité) ont été sortis du bâtiment et recouverts de mousse (sans PFAS) par les pompiers ou étouffés avec du ciment.

Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de mettre ces déchets refroidis sous abris de manière à ce qu'ils ne soient pas lessivés par les eaux météoriques. L'exploitant s'est pas ailleurs engagé à ce que les surfaces extérieures où ils étaient stockés soient nettoyées et que les eaux associées soient pompées et évacuées.

L'exploitant a assuré que des dispositions sont prises pour que les eaux météoriques tombant dans le bâtiment endommagé resteront confinées à l'intérieur et seront évacuées comme des déchets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir sous 1 mois les résultats d'analyses des eaux d'extinction et les justificatifs d'évacuation vers une filière adaptée.

L'exploitant doit fournir dans les meilleurs délais et au plus tard sous 15 jours les justificatifs montrant que tout a été mis en œuvre pour que des eaux météoriques souillées par le ruissellement sur des surfaces/déchets calcinés ne soient pas rejetées au milieu. Dans l'attente de ces justifications, la situation est jugée non conforme par défaut.

Une prochaine visite pourra avoir lieu pour vérifier la bonne gestion des eaux souillées et des déchets calcinés (pour la partie surface extérieure et pour la partie bâtiment). L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées les justificatifs d'évacuation vers une filière adaptée pour la partie bâtiment dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours